



## **Rapport**

**Visite de l'honorable Noël A. Kinsella,  
président du Sénat,  
et d'une délégation parlementaire,  
Budapest, Hongrie,**

**du 12 au 15 octobre 2014**



À l'invitation de Son Excellence László Kövér, président de l'Assemblée parlementaire de la République de Hongrie, l'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, a mené une délégation parlementaire en visite officielle en Hongrie du 12 au 15 octobre 2014.

La délégation a l'honneur de déposer son

## **Rapport**

La délégation officielle, dirigée par le président Noël A. Kinsella, était composée des membres suivants :

l'honorable Noël A. Kinsella, sénateur, président du Sénat;

M<sup>me</sup> Ann Kinsella;

l'honorable Claudette Tardif, sénatrice;

l'honorable John D. Wallace, sénateur;

M. Andrew Saxton, député, secrétaire parlementaire du ministre des Finances;

M. Gary W. O'Brien, greffier du Sénat et greffier des Parlements;

M<sup>me</sup> Janelle Feldstein, chef de cabinet du président du Sénat; et

M<sup>me</sup> Marie-Eve Belzile, secrétaire de la délégation.

### **Contexte - Hongrie**

La Hongrie compte environ 10 millions d'habitants. Après la Seconde Guerre mondiale, le régime communiste prit contrôle du territoire et créa la République populaire de Hongrie. En octobre 1956, le gouvernement fut pris d'assaut à la suite de manifestations populaires. Le nouveau premier ministre, Imre Nagy, procéda alors à la dissolution de la police d'État et promit des élections libres. Afin d'empêcher le gouvernement hongrois de se retirer du Pacte de Varsovie, l'URSS lança une intervention militaire massive et rétablit la ligne dure communiste. Vers la fin des années 1980, on observa une transition, le pays évoluant vers une société plus démocratique et une économie de marché. En juillet 1989, la Hongrie coupa les barbelés le long de sa frontière avec l'Autriche. Ce fut le premier acte d'une séquence d'événements qui conduisirent à la chute du mur de Berlin. En 1990, la Hongrie tint des élections multipartites mettant fin au régime communiste. Les dernières troupes soviétiques quittèrent la Hongrie en juin 1991. Avec l'appui du Canada, la Hongrie devint membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1999 et rejoignit l'Union européenne (UE) en 2004.

L'année 2014 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et la Hongrie. Les deux pays entretiennent de bonnes relations bilatérales, mais la renommée du Canada en Hongrie est surtout liée au fait que le Canada fut l'un des pays accueillant les réfugiés de la révolution hongroise de 1956. En 2010, le gouvernement du Canada a désigné l'arrivée des réfugiés comme un « événement historique national », en grande partie pour la manière dont elle a contribué à façonner la politique d'immigration canadienne. Aujourd'hui, le Canada compte plus de 315 000 habitants d'origine hongroise. Le soutien du Canada pour l'élargissement de l'OTAN et le fait que le Canada a été le premier membre à ratifier l'adhésion de la Hongrie en 1999 ont également été notés et appréciés.

### **Objectifs**

Les objectifs de la visite étaient les suivants :

- promouvoir les intérêts du Canada et ses valeurs démocratiques;
- encourager le dialogue parlementaire continu en faisant la promotion des échanges parlementaires;
- souligner l'importance des liens humains qu'entretiennent le Canada et la Hongrie depuis l'accueil des réfugiés de la révolution hongroise de 1956;
- discuter des politiques étrangères en ce qui concerne les questions d'intérêt international et commun;
- encourager les échanges éducatifs;
- encourager les échanges économiques avec la Hongrie et, en particulier, discuter de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne;
- promouvoir la Porte canadienne de l'Atlantique et encourager la collaboration entre les ports de chargement;
- maintenir de bonnes relations dans tous les domaines d'échanges.

### **Rencontres – Budapest**

À Budapest, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

Son Excellence M. János Àder, président de la République de Hongrie; Son Excellence M. László Kövér, président de l'Assemblée parlementaire de la République de Hongrie; M. László Szabó, secrétaire parlementaire et sous-ministre des Affaires étrangères et du Commerce; M. Bence Rétvári, député, secrétaire d'État parlementaire au ministère des Ressources humaines; M. Péter Hoppál, député, secrétaire d'État à la Culture, ministère des Ressources humaines; M. Paul Simak, président du conseil d'administration et chef de la direction de la banque CIB; M. András Heisler, président du Mazsihisz (Alliance des communautés religieuses juives hongroises); M. Csaba Ternyak, archevêque d'Eger, vice-président de la Conférence des évêques catholiques de Hongrie.

## **Rencontre avec Son Excellence M. János Àder, président de la République de Hongrie**

La rencontre avec Son Excellence Àder, président de la République de Hongrie, visait à remercier le peuple hongrois de son hospitalité et à rappeler l'importance des liens bilatéraux qui unissent le Canada et la Hongrie. Les deux pays célèbrent en 2014 les 50 ans de relations diplomatiques, et c'est à travers les liens interpersonnels et parlementaires réguliers que se construisent des relations d'affaires solides.

## **Rencontre avec Son Excellence M. László Kövér, président de l'Assemblée parlementaire de la République de Hongrie**

Le président Kövér a accueilli son homologue chaleureusement lui transmettant ses bons vœux en ce jour d'Action de grâce. Il a admis être privilégié d'avoir l'opportunité de recevoir une délégation parlementaire de haut niveau du Canada. Il a présenté les différentes personnes qui l'accompagnaient à la table de réunion.

Le président Kinsella a remercié son hôte et il a souligné l'importance du moment choisi pour une telle visite officielle alors que le Canada et la Hongrie célèbrent en 2014 le 50<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques. Il a ensuite présenté chacun des membres de sa délégation.

Le président Kövér a poursuivi en expliquant qu'il avait eu la chance durant les dernières années de visiter le Canada à plus d'une occasion. Il avait d'ailleurs été informé de la contribution du Canada lors de l'accueil des réfugiés de la révolution hongroise. Il a été surpris d'apprendre que près de 88 000 Hongrois, sur les quelque 315 000 immigrés des années 1950, détenaient encore la nationalité hongroise.

Il fut ensuite question de la jeunesse. Le président Kinsella a expliqué la constitutionnalité du multiculturalisme canadien et ses bienfaits au niveau sociétal. Encourager les échanges étudiants constitue une priorité, en particulier lorsque ces échanges peuvent assurer un lien continu entre deux nationalités, deux langues et deux cultures. Le président Kövér a précisé que son gouvernement travaillait de concert pour modifier la politique étrangère du pays afin de favoriser de tels échanges et renforcer l'éducation supérieure en Hongrie. La réouverture du consulat à Toronto au printemps 2014 s'inscrivait dans cette lignée en offrant la possibilité à l'importante communauté hongroise de Toronto de reconnecter avec son pays d'origine et d'encourager les liens académiques des deux pays.

L'importance du dialogue parlementaire fut soulevée par M. Saxton, qui a fait la promotion du groupe d'amitié Canada-Hongrie et encouragé le Parlement hongrois à rapidement remettre sur pied un tel groupe. Le président Kövér a souligné l'efficacité de la coopération bilatérale au niveau des comités parlementaires permettant au Canada et à la Hongrie de bénéficier d'un dialogue parlementaire permanent pour négocier des sujets d'intérêt communs. Cette

proposition fut bien reçue par tous, et il fut convenu que l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne de même que la Francophonie seraient considérés comme des sujets prioritaires.

La sénatrice Tardif a expliqué qu'elle était largement impliquée au niveau des droits linguistiques et culturels des minorités au Canada. Elle a souligné les liens qui unissent la Hongrie et le Canada en ce qui a trait à la Francophonie.

Le sénateur Wallace a pour sa part soulevé l'importance des échanges humains, car ils façonnent les bonnes relations bilatérales entre nations. Il a encouragé le dialogue parlementaire permanent. Dans cette même lignée, le président Kinsella a présenté le Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires, supervisé par le greffier du Sénat et greffier des Parlements, qui stimule l'échange des bonnes pratiques au niveau administratif.

Puisque la dernière visite parlementaire canadienne de haut niveau avait eu lieu en 2003, Son Excellence en a profité pour convier le président Scheer à mener une délégation en visite officielle en Hongrie. Il a ensuite invité le président Kinsella à signer le livre des invités, puis les deux présidents se sont livrés à une courte séance médiatique.

### **Rencontre avec M. László Szabó, secrétaire parlementaire et sous-ministre des Affaires étrangères et du Commerce**

Cette rencontre fut l'occasion de discuter des intérêts du Canada en matière d'énergie et d'économie et d'en apprendre davantage sur la situation géopolitique de la Hongrie.

M. Szabó a d'abord expliqué les différentes réformes entreprises par son gouvernement pour faciliter les relations extérieures du pays et l'investissement étranger et limiter la bureaucratie. C'est ainsi que le gouvernement a créé l'Agence de promotion des investissements hongrois (HIPA)<sup>1</sup>, la Maison nationale du Commerce de Hongrie<sup>2</sup> et la Banque Export-Import de Hongrie (Eximbank). Ces récents projets gouvernementaux réalisés dans le cadre de la nouvelle stratégie du commerce extérieur favorisent les relations économiques internationales bilatérales et multilatérales, fournissent une aide professionnelle aux entreprises étrangères qui ont l'intention d'investir en Hongrie, cherchent de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités pour les petites et moyennes entreprises (PME) hongroises, et offrent du soutien aux entreprises exportatrices hongroises afin de faciliter le maintien et la croissance des emplois et de favoriser l'accroissement des exportations.

Le président Kinsella a remercié le sous-ministre pour sa présentation. Il a expliqué les objectifs généraux de sa visite en Hongrie. Il a fait valoir que les échanges d'étudiants et de jeunes travailleurs servent les intérêts de tous les pays qui y participent, car ils contribuent à former une relève plus qualifiée, plus

---

<sup>1</sup> The Hungarian Investment Promotion Agency

<sup>2</sup> Hungarian National Trading House

inclusive et diversifiée culturellement. L'importance de limiter les obstacles et de favoriser de tels échanges a été expliquée en détail.

Le président Kinsella a ensuite présenté le Bureau de la liberté de religion, chapeauté au Canada par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. L'ambassadeur Andrew Bennett est à la tête du Bureau dont le mandat consiste à protéger les minorités religieuses et à défendre leurs droits; à lutter contre la diffusion de la haine et de l'intolérance fondées sur la religion, et à faire la promotion des valeurs canadiennes, c'est-à-dire le pluralisme et la tolérance. Le Canada considère comme un droit universel la liberté de religion ou de croyance et sa pratique dans la paix et la sécurité.

Enfin, il fut question de sécurité énergétique et de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Le président a expliqué que l'Accord constituait une priorité pour le Canada. Le Parlement avait d'ailleurs accueilli le président de l'Union européenne quelques semaines plus tôt afin de discuter de la progression des négociations. Le président a affirmé que le Canada appréciait le support de la Hongrie pour la signature de l'Accord et sa diligence lorsqu'il sera question de ratification au Parlement. Il a expliqué que l'Accord pourrait entraîner des bénéfices considérables pour la Hongrie en ce qui concerne le commerce et l'énergie grâce à la Porte canadienne de l'Atlantique qui relie l'Amérique du Nord aux marchés mondiaux. La Porte et le corridor commercial de l'Atlantique constituent un réseau de transport efficace établi sur la côte Est du Canada. Un des avantages évoqués par le président est l'accès plus rapide à l'Europe que tout autre port situé le long du littoral de l'Est; son emplacement aussi, à moins de trois jours de route pour plus de 50 % de la population de l'Amérique du Nord. Il a rappelé au sous-ministre que le Canada était producteur de pétrole et que la plus importante raffinerie du pays était située à Saint-John, au Nouveau-Brunswick.

M. Szabó a accueilli cette information favorablement. Il a expliqué que la Hongrie était vulnérable au niveau énergétique alors que la grande majorité du gaz naturel et du pétrole utilisé au pays provient de la Russie.

Les deux parties ont ensuite discuté des opportunités d'échanges bilatéraux par l'entremise des comités parlementaires. M<sup>me</sup> l'ambassadrice Helfand a pour sa part appuyé les propos du président Kinsella et aussi encouragé la Hongrie à appuyer la prochaine résolution des Nations Unies concernant l'Iran.

### **Rencontre avec M. Bence Rétvári, député, secrétaire d'État parlementaire au ministère des Ressources humaines**

La rencontre avec le secrétaire d'État parlementaire fut l'occasion de discuter des projets d'avenir de la Hongrie en matière d'énergie, d'éducation et de relations économiques.

M. Rétvári a salué l'importance des rencontres bilatérales. Il a expliqué brièvement la situation économique et énergétique du pays. Il a soutenu qu'il était essentiel pour la Hongrie d'atteindre l'indépendance énergétique. Sa

dépendance quasi-totale envers la Russie minait l'économie. Les deux parties ont donc discuté des sanctions économiques appliquées par la communauté internationale à la Russie et leurs répercussions en sol hongrois. Le président Kinsella a réitéré l'importance d'entretenir des relations bilatérales étroites pour comprendre les différents impacts collatéraux que peuvent avoir des décisions politiques.

Le président Kinsella a présenté le Canada comme un pays producteur de pétrole. Il a expliqué les bénéfices que pourrait retirer la Hongrie d'importer le pétrole canadien, mentionnant la possibilité d'accéder au marché nord-américain rapidement et efficacement grâce à l'emplacement stratégique du corridor commercial de l'Atlantique. L'importance de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne a ensuite été réitérée et discutée.

Il fut question également de l'économie générale de l'Union européenne. Le secrétaire d'État a fait mention des pertes engagées par les pays comme la Hongrie au profit de la Chine, par exemple. Une des façons envisagées par le gouvernement d'accroître la compétitivité de la Hongrie était d'établir un système d'éducation national, géré par le gouvernement fédéral. Selon le secrétaire d'État, un tel transfert permettrait d'encourager l'éducation supérieure, amenant une population plus qualifiée à la Hongrie. Il a également énoncé le besoin d'établir un système de santé public national.

Enfin, il fut question des relations entre parlementaires et des bénéfices associés à la formation d'un groupe d'amitié sous l'égide du Parlement.

### **Rencontre avec M. Péter Hoppál, député, secrétaire d'État à la Culture, ministère des Ressources humaines**

Le secrétaire d'État à la Culture, M. Hoppál, a accueilli la délégation à l'occasion d'un déjeuner d'affaires. Les convives ont pu échanger sur divers sujets, notamment la diplomatie parlementaire, les relations entre le Canada et la Hongrie, ainsi que des sujets d'actualité.

### **Rencontre avec M. Paul C. Simak, président du conseil d'administration et chef de la direction de la banque CIB**

Lors de cette rencontre, le président Kinsella a annoncé que le Canada priorisait l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Il voulait savoir quelle était la perception du secteur bancaire à ce sujet.

M. Simak a expliqué que le gouvernement hongrois devait réduire le déficit et que 80 % de la dette est détenue par des investisseurs étrangers. Depuis 2010, le gouvernement a adopté un certain nombre de modifications fiscales, comme la réduction de l'impôt des entreprises et des particuliers en vue d'accroître la compétitivité régionale de la Hongrie. Quelques changements fiscaux ont néanmoins affecté la compétitivité de certaines entreprises ciblées,

principalement dans les secteurs bancaire, énergétique et des télécommunications. De nombreuses entreprises étrangères ont exprimé leur mécontentement face à l'imprévisibilité du régime fiscal de la Hongrie, au caractère rétroactif de certaines mesures fiscales, et à la vitesse à laquelle le gouvernement mettait en place les nouvelles mesures économiques, très nombreuses.

Il a également parlé de la dévaluation du forint hongrois par rapport aux devises étrangères et des mesures prises par le gouvernement pour éviter aux consommateurs une perte monétaire importante. Ces mesures ont engendré une charge supplémentaire aux banques du pays qui ont dû assumer le fardeau financier. Le président Kinsella a soulevé la question de l'euro zone. M. Simak a alors répondu qu'il s'agissait encore d'un objectif à atteindre pour les Hongrois. La Hongrie bénéficiait tout de même d'une majorité d'avantages liés à l'euro sans utiliser cette devise.

Il fut ensuite question de la propriété des banques. Le gouvernement hongrois aspire à ce que 50 % des banques sur le territoire soient hongroises. Il viserait à n'autoriser que quelques banques internationales à demeurer au pays. M. Simak a expliqué que les marchés financiers, les assurances ainsi que la protection des consommateurs sont supervisés par la Banque centrale de Hongrie, un organisme indépendant mais dont le président a été ministre de l'Économie du gouvernement Orbán. Cette nomination avait été critiquée comme portant atteinte à l'indépendance de la Banque centrale.

M. Simak a ensuite parlé de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 27 %, soit la plus élevée en Europe. Il fut également question des obstacles liés à la bureaucratie excessive qui contribuent à freiner l'investissement.

Enfin, les délégués ont brièvement discuté du manque d'opportunités pour les échanges scolaires entre la Hongrie et le Canada. Selon M. Simak, il pouvait s'agir d'un problème structurel ou simplement d'une question de marketing.

### **Rencontre avec M. András Heisler, président du Mazsihisz (Alliance des communautés religieuses juives hongroises)**

Le président Kinsella a remercié M. Heisler de prendre le temps de rencontrer la délégation. Il a souligné l'importance de rencontrer les dirigeants spirituels d'un pays pour connaître l'opinion publique et les difficultés éprouvées par les diverses communautés. Il est d'avis que les chefs religieux sont importants pour la société civile, car ils contribuent à créer une société multiculturelle et multiconfessionnelle. Il a d'ailleurs rappelé le statut multiconfessionnel du Canada et la constitutionnalité du multiculturalisme canadien.

M. Heisler a précisé qu'il avait visité le Canada et constaté le multiculturalisme canadien. Il a dit apprécier également les valeurs démocratiques de son pays. Il a expliqué qu'il faisait partie d'une fédération de 24 communautés juives. Malgré la perte de plusieurs en temps de guerre, près de 100 000 Juifs vivent maintenant en Hongrie. Il a décrit sommairement comment la communauté

s'était relevée après la guerre et comment elle avait procédé à la construction de diverses institutions scolaires pour assurer la continuité de l'enseignement religieux juif en Hongrie. De nos jours, comme le judaïsme constitue une religion accréditée par l'État hongrois, les universités juives bénéficient de subventions. M. Heisler a précisé que la communauté disposait également d'un hôpital.

Il fut ensuite question du dialogue interconfessionnel et de l'importance d'entretenir un discours ouvert et transparent. Chaque partie a partagé ses préoccupations au sujet de la radicalisation de certains groupes religieux. Tous semblaient d'accord pour dire que la communication était une source de résolution de conflits. M. Heisler a précisé qu'il existait en Hongrie deux musées sur l'Holocauste, mais qu'il travaillait à l'établissement d'un autre musée. Ce musée présenterait la culture et les valeurs juives permettant d'offrir une perspective différente de celle de l'Holocauste sur la vie des Juifs. Le président Kinsella a mentionné qu'à Winnipeg, un nouveau musée avait ouvert ses portes récemment. Il s'agissait du musée canadien pour les droits de la personne, dont une section était consacrée à l'Holocauste.

Les membres de la délégation ont participé à la discussion en interrogeant M. Heisler au sujet des valeurs juives transmises par les rabbins de différentes communautés et différents pays. Il fut question également des échanges d'étudiants et du maintien et de l'entretien des synagogues à l'extérieur des grandes villes.

### **Rencontre avec M. Csaba Ternyak, archevêque d'Eger, vice-président de la Conférence des évêques catholiques de Hongrie**

Cette rencontre se voulait un forum pour discuter de la situation des communautés religieuses catholiques en Hongrie ainsi que du dialogue interconfessionnel. Le président Kinsella a souligné que le Canada était de prime abord un pays multiculturel et multiconfessionnel. Le dialogue interconfessionnel est essentiel et encouragé. C'est une des raisons qui incite le président à demander une rencontre avec les principaux dirigeants des groupes religieux présents dans les pays visités dans le cadre de son mandat. Il a souligné le travail exemplaire du Roi d'Arabie saoudite dans ce domaine par la création du *King Abdullah Bin Abdulaziz International Centre for Interreligious and Intercultural Dialogue* d'une part et sa visite au Pape Benoît XVI dans le Palais apostolique en novembre 2007, d'autre part. Il s'agissait de la première visite d'un monarque saoudien à Rome; un geste significatif selon le président.

L'archevêque a acquiescé aux propos du président et admis entretenir des discussions avec les autres communautés religieuses du pays. Néanmoins, il a expliqué que les communautés juives et islamiques n'étaient pas significatives en Hongrie.

L'archevêque a expliqué l'évolution de l'Église catholique en Hongrie depuis le régime communiste à aujourd'hui. Il a expliqué que l'église catholique était aujourd'hui beaucoup plus libre qu'à l'époque communiste et que cela

s'expliquait, en partie, par le différent mode de nomination des évêques et par le financement accordé à l'Église.

La discussion a évolué sur la situation des établissements scolaires. Depuis quelques années, plusieurs établissements scolaires publics ont été cédés à des institutions religieuses, la plupart à l'Église catholique. Aux dires de l'archevêque, il s'agit d'un droit constitutionnel ayant pour résultat d'assouplir les conditions de transfert des établissements publics vers les institutions religieuses privées. Ces écoles transférées, précédemment financées conjointement par l'État et les municipalités, fonctionnent désormais avec l'argent public des subventions octroyées aux institutions religieuses.

Enfin, quelques questions furent posées concernant la présence de groupes antisémites en Hongrie. Les deux interlocuteurs ont reconnu qu'il s'agissait malheureusement d'une réalité présente dans plusieurs pays.

### **Activités**

Lors de leur séjour à Budapest, les membres de la délégation ont tenu une réunion en présence de porte-paroles de la société civile hongroise afin de discuter de la situation des droits de la personne au pays. Ils ont participé à un souper de la Chambre de commerce du Canada en Hongrie à l'occasion duquel des échanges ont eu lieu concernant le climat d'affaires dans la capitale hongroise. L'ambassade du Canada fut l'hôte d'une réception soulignant la présence de la délégation canadienne à l'occasion de l'anniversaire des 50 ans de relations diplomatiques entre le Canada et la Hongrie. Enfin, les membres de la délégation ont visité la Basilique St-Stephen à Budapest, la Grande Synagogue de Budapest ainsi que la Basilique d'Esztergom dans le but de mieux saisir la diversité culturelle et la riche histoire de la Hongrie.

### **Rencontres – Visegrád**

À Visegrád, la délégation a rencontré la personne suivante :

M. Sándor Hadrázy, député, membre du comité sur la Justice.

### **Rencontre avec M. Sándor Hadrázy, député, membre du comité de la Justice**

M. Hadrázy a accueilli la délégation pour un déjeuner d'affaires. Les convives ont discuté notamment de la politique municipale en Hongrie, des récentes élections et du travail en comité parlementaire.

### **Autre**

Quelques jours avant son arrivée à Budapest, le président Kinsella s'est rendu à Vienne, en Autriche, afin de rencontrer Son Excellence M. Faisal bin Muaammar,

secrétaire général du Centre international pour le dialogue interreligieux et interculturel du Roi Abdullah Bin Abdulaziz (KAICIID). Le Centre a été fondé en 2012 par le Roi d'Arabie Saoudite afin de faciliter le dialogue entre les adeptes de différentes religions et cultures. Des formations, des ateliers, des conférences de même que du soutien à la médiation en situation de conflits y sont offerts. Cette rencontre cadrerait avec le rôle de leader du Canada dans la défense des droits de la personne et ses positions fondées sur des principes qui sous-tendent la promotion des valeurs de tolérance et de pluralisme sur la scène internationale.

### **Remerciements**

Les membres de la délégation canadienne souhaitent remercier Son Excellence M. László Kövér, président de l'Assemblée parlementaire de la République de Hongrie, qui a reçu la visite officielle dans son pays, pour son accueil chaleureux et sa généreuse hospitalité. La délégation souhaite également remercier le personnel du protocole du gouvernement de Hongrie qui a vu au bon déroulement de la visite.

Le personnel de l'ambassade canadienne à Budapest a fourni une aide exceptionnelle. Des remerciements spéciaux sont exprimés à M<sup>me</sup> Lisa Hefland, ambassadrice du Canada pour la Hongrie, la Slovaquie et la Bosnie-Herzégovine, qui a aidé à préparer l'emploi du temps et qui a accompagné la délégation tout au long de sa visite. Des remerciements vont également à M. Brian Ebel, qui a joué un rôle important dans l'organisation et le déroulement de la visite.

Enfin, les délégués souhaitent remercier le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada et la Bibliothèque du Parlement pour la documentation qu'ils ont fournie aux fins de ce voyage.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,  
L'honorable Noël A. Kinsella

## Dépenses de voyage

Visite de l'honorable Noël A. Kinsella, président du Sénat, et d'une délégation parlementaire, à Budapest, Hongrie

<b>DÉPLACEMENTS</b>	<b>28 500 \$</b>
<b>INDEMNITÉS QUOTIDIENNES</b>	<b>2 300 \$</b>
<b>PROTOCOLE</b>	<b>2 600 \$</b>
<b>FRAIS DIVERS</b>	<b>100 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 500\$</b>